



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la
Formation Professionnelle FORCE OUVRIÈRE
des Ardennes

SNUDI-FO - SNFOLC - SNETAA-FO

Déclaration liminaire CSA SD des Ardennes du 4 novembre 2025

Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres de cette instance,

Finalement, notre premier ministre est bel et bien Mr Lecornu, après X tergiversations, ça y est ! Et cerise sur le gâteau, un **nouveau** ministre de l'éducation Nationale, Mr Edouard Geffrey, auquel nous aurions envie de dire, ne nous ramène pas des glaçons mais plutôt des postes d'enseignants....

Ce Ministre ayant travaillé de très près auprès de Mr Blanquer ne nous laisse aucun espoir quant à l'hypothétique amélioration de nos conditions d'exercice, ni à faire en sorte que cela ne s'empire pas....

Le budget 2026 n'augure rien de bon pour l'école, le budget de l'armée étant plus important que celui de l'Education Nationale, le choix qui a été fait est, on ne peut plus clair. Reprise de postes et conditions de travail et d'enseignements en déclin mais cela tout le monde s'en moque. On refuse en haut lieu de repenser le taux d'encadrement alors que dans le même temps on impose aux enseignants de travailler plus, d'inclure de plus en plus d'enfants porteurs de troubles du comportement sans aide, de différencier toujours plus tant le nombre d'enfant dys est exponentiel. On préfère nettement, parce que c'est 7 fois moins cher, sous prétexte d'inclusion, ne plus permettre à des enfants porteurs de handicap et qui ont des besoins particuliers d'encadrement par un nombre nécessaire d'adultes qualifiés, de l'être. On préfère demander à un enseignant lambda de faire ce que 4 à 6 adultes qualifiés faisaient auparavant pour 10/12 enfants dans l'enseignement spécialisé. Et on va oser nous faire croire que cela est mieux pour ces enfants...Et que l'enseignant lambda peut tout faire ? Mais de qui se moque -t-on ?

Non content de ne plus permettre aux personnels de pouvoir faire classe dans de bonnes conditions, on va en plus demander aux enseignants de multiplier leur temps disponible pour répondre aux différentes injonctions administratives. De compte rendus devant parents suite aux évaluations, de demande de RASED, on ne peut plus complexe. On a multiplié les missions des enseignants ; on leur demande un temps monstrueux en plus de leur temps de préparation de classe, de compte rendu, de présences en réunion devant des écrans sur les nouveaux programmes par exemple, comme si on ne savait pas lire... évidemment les mercredis matins dans le 1^{er} degré, c'est tellement mieux. Et il ne faudrait pas que les personnels puissent faire leur rentrée dans de bonnes conditions en plus ! Qui tient compte de la fatigue, de l'épuisement des personnels ? Qui ? Personne

Après une première période compliquée où tout nous est tombé dessus, ne nous permettant même plus de souffler un tant soit peu tant il est devenu compliqué aujourd'hui de faire classe sereinement. On continue de mettre la pression, de demander toujours plus et l'on va ensuite s'étonner du manque d'entrain aux concours d'entrée dans l'enseignement, aux ras le bol général des enseignants de terrain. Aussi nous réitérons notre demande : Nous souhaiterions travailler en paix, nous souhaiterions qu'on ne nous impose plus de formations soi-disant révolutionnaires, type constellation, descendantes, imposées, non choisies.

Et sinon, « quoi de neuf Docteur » pour la future rentrée ? 4000 postes de moins... sous prétexte de baisse démographique, évidemment comme toujours, on va devoir rendre des postes. Mais ne pourrait-on envisager les choses autrement ? Comment pallier par exemple, au manque d'aide pour tous les élèves en difficulté scolaires qui sont pléthores ? Faut-il nécessairement supprimer des postes ou ne pourrait-on pas réduire la taille des classes et redéployer des moyens pour l'inclusion et la formation ? Sachant que la France investit moins que les pays de L'OCDE notamment dans le primaire,

cela nous questionne sur les priorités affichées **de ce gouvernement**. La logique budgétaire se traduit par une austérité persistante : gel du point d'indice, crise d'attractivité du métier, conditions de travail dégradées et déclasserement salarial des enseignants. L'école publique subit des pressions multiples qui affaiblissent durablement le système éducatif, au détriment des élèves comme des personnels. Et cela ne choque personne...

Quant aux AESH, 42 000 enfants en manquaient aux vacances de la Toussaint, on affiche l'école inclusive on ne donne pas les moyens nécessaires, c'est lamentable. Aucune création n'est non plus prévue pour les pôles d'appui à la scolarité (PAS). On va déshabiller Pierre pour tenter d'habiller Paul, quant à Jacques ... il n'aura rien !

Bref, les années se suivent et malheureusement se ressemblent, aucune politique à long terme, aucun ministre capable de mettre en place une politique éducative innovante qui permettrait enfin de faire ce métier dans de bonnes conditions. Aucune réforme autre que celles calquées sur le court terme et le budget : les reprises de postes. L'inclusion qui nécessiterait beaucoup plus de moyens qu'il n'y en a, des pseudos nouveaux programmes qui n'auront, comme les autres, aucuns impacts sur les conditions d'apprentissage de nos élèves. La réalité de ce que sont nos élèves, des conditions d'apprentissages nécessaires qui devraient voir le jour si l'on tenait réellement compte du terrain, on en est loin, très très loin. Une école du bien être pour les élèves et les personnels, les mots ne suffisent pas, des moyens humains sont plus que nécessaires et vitaux.

Nous revendiquons de :

- Redonner de la place à l'humain dans une éducation nationale qui est devenue au fil du temps un véritable rouleau compresseur.....
- Un plan d'urgence pour l'ouverture de places en établissements spécialisés (IME et ITEP) pour les élèves qui sont sur liste d'attente.
- La défense de l'enseignement spécialisé et l'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive,
- L'abandon des PIAL qui mutualisent les AESH diminuant de fait l'aide apportée aux élèves,
- L'abandon des PAS qui révèlent un flou plus qu'artistique quant à leur efficacité, et sont créés au détriment du nombre d'enseignants devant élèves.
- Un vrai statut et un salaire décent pour les AESH i et co
- **Le maintien des postes pour un taux d'encadrement supportable** qui tiennent compte des difficultés d'enseignement que nous connaissons ;
- Concernant la réforme de L'INSPE passée au printemps dernier et appliquée de façon aléatoire selon les territoires, nous demandons :
- Le maintien de tous les sites de formation, le maintien de tous les personnels en place : aucune mobilité forcée, aucune suppression de postes dans le supérieur ;
- les dotations budgétaires supplémentaires nécessaires pour que personne ne soit laissé au bord du chemin, que partout en 2026-27 les étudiants de M1 aient la possibilité de passer les concours en M2 en 2027, les étudiants de L3 non lauréats de poursuivre en master.
- Le retour à des épreuves disciplinaires pour les concours, avec en amont des licences disciplinaires
- Aucune inégalité devant le concours, les mêmes épreuves pour toutes et tous ;
- Abandon de la « masterisation », concours au niveau licence avec une formation rémunérée à plein temps sous statut, reconnue comme valant grade de master

Je vous remercie pour votre écoute.